



Pixel Image © Laurent Theeten



Président de la Fédération nationale  
des producteurs de fruit (FNPF) - 54  
ans

### BIO EXPRESS

#### ACTUELLEMENT

Exploitant agricole en Maine-et-Loire. 170 ha dont  
70 ha en vergers de pommiers et 20 ha de marai-  
chage de plein champ.

#### 1997

Président de l'OP Arborescence

#### DEPUIS 1999

Président de la Fédération régionale des producteurs de  
fruits du Val de Loire, président de la Fédération départe-  
mentale des producteurs de fruits du Maine-et-Loire

#### 2000

Membre du Bureau de la FNPF

#### 2004

Président du SIVAL

#### 2005

Secrétaire général de la FNPF

#### 2006

Membre du Conseil de direction spécialisé fruits et  
légumes de Viniflor

#### DEPUIS 2007

Président de la FNPF

#### DEPUIS 2008

Membre du Conseil spécialisé fruits et légumes de  
FranceAgriMer

#### OCTOBRE 2009

Secrétaire général d'Interfel

#### NOVEMBRE 2009

Président de la Commission euroméditerranéenne de  
FranceAgriMer

#### NOVEMBRE 2009

Membre du conseil d'administration de l'Odéadom  
pour y représenter le secteur des Fruits & Légumes

## BRUNO DUPONT

« Les producteurs de fruits réclament  
une meilleure reconnaissance »

*Pour les producteurs, l'année 2009 a été  
particulièrement difficile. Pouvez-vous nous  
donner les principales raisons ? Quelles sont  
les perspectives pour 2010 ?*

Les traces, que laissera l'année 2009  
pour les producteurs de fruits, sont au-  
jourd'hui difficiles à estimer. Les perspec-  
tives pour 2010 sont très moroses sur les  
exploitations. Un quart du verger français  
et des exploitations pourrait disparaître !  
Ce chiffre ne doit pas être pris à la légè-  
re, même s'il est évidemment difficile  
à établir avec précision. Une chose est  
cependant sûre, aucun produit n'aura été  
épargné au cours de l'année 2009. Pire  
même, pour la quasi-totalité, la situation  
de crise conjoncturelle d'après le Service  
des nouvelles du marché de FranceAgri-  
Mer a été déclarée dès l'entrée en cam-  
pagne et a perduré très (trop) longtemps,  
parfois même toute la campagne. Au  
final, tant ponctuellement que globale-  
ment, les chiffres sont mauvais, les fruits  
ont été payés aux producteurs bien en des-  
sous des coûts de production.

Les raisons qui ont conduit à une telle si-  
tuation sont assez floues pour nous. En ef-  
fet, les producteurs avaient entre les mains  
tous les éléments d'une campagne réussie :  
des volumes en quantité raisonnable, des  
produits qui arrivaient régulièrement à  
maturité, une qualité exceptionnelle. Ce  
dernier point fut reconnu par tous. Alors  
comment expliquer une telle situation  
et surtout son apparition dès l'entrée en  
campagne des produits ? La FNPF ne se  
l'explique pas mais constate une tendance  
de fond : celle d'un commerce qui souhaite  
acheter du produit français au prix du  
produit d'importation pour satisfaire une  
demande politique de baisse des prix et de  
revalorisation du pouvoir d'achat.

Au final, tout le monde sort perdant d'une  
telle attitude : les producteurs qui voient

leur trésorerie fondre et ne disposent plus  
de quoi investir, voire poursuivre leur ac-  
tivité, les consommateurs à qui l'on fait  
croire que cette situation est normale,  
durable et sans effet sur leur environne-  
ment, le commerce qui fait disparaître  
son approvisionnement de proximité.

Un lourd combat est à mener, ou plutôt  
est mené, pour retrouver une solution  
saine et pour que l'avenir des producteurs  
ne soit pas arrachage, liquidation, cessa-  
tion et licenciement.

Pour cela, plusieurs fronts sont ouverts,  
plusieurs combats sont en train d'être me-  
nés mais restent à gagner, notamment :

- sur les coûts de production pour sup-  
primer les différentiels de coûts avec nos  
principaux concurrents producteurs eu-  
ropéens ;
- sur les distorsions en matière de tech-  
niques de production ;
- sur les pratiques commerciales ;
- sur les outils de sécurisation des exploi-  
tations.

*Le 64<sup>e</sup> congrès aura lieu les 27 et 28 janvier  
prochains à Valence, quels seront les mo-  
ments forts ?*

Le congrès annuel est toujours un mo-  
ment propice à la réflexion. En ce temps  
de crise, le moral des producteurs pour-  
rait les conduire à s'apitoyer sur leur sort.  
Il n'en sera rien. Comme d'habitude, les  
producteurs de fruits ont décidé d'aller de  
l'avant et saisir l'opportunité de l'actualité  
pour réfléchir à des sujets de fond.

Le rapport d'orientation 2010 sera basé sur  
le dossier de crise remis à Bruno Le Maire,  
ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture  
et de la Pêche en septembre dernier.  
Un important travail avait alors été mené  
pour proposer des mesures innovantes  
afin de sortir durablement de cette crise.



La FNPF n'a pas le sentiment d'avoir été entendue. Aussi la décision a-t-elle été prise de repartir de ce dossier en le complétant de toutes les revendications identiques contenues dans les dix précédents rapports d'orientation. L'exercice a été à la fois riche mais aussi désolant. Toutes les idées présentes dans le dossier 2009 ont été plusieurs fois portées dans ces rapports d'orientation! Le bilan est une impression de déjà vu mais aussi d'épuisement à la tâche. Épuisement d'autant plus grand que pendant ce temps, tout autour de nous, des exploitations disparaissent.

Aussi, outre les discussions autour du rapport d'orientation et des propositions qu'il recèle, plusieurs moments forts ponctueront ce congrès :

- Une table-ronde sur la sécurisation des exploitations durant laquelle il sera question de la construction d'un système d'assurance récolte efficace, mais aussi du fond sanitaire voire d'une assurance économique;
- L'engagement de la FNPF vers la signature d'une Convention d'objectifs de prévention avec la MSA car la sécurisation des exploitations passe aussi par la sécurité des salariés;
- Une table-ronde sur le marché et les outils à mettre en œuvre pour éviter que 2009 ne se reproduise. Il s'agira notamment de voir comment recréer ou redonner de la valeur à la production;
- Le lancement officiel de l'identifiant fruits sur lequel travaille la FNPF depuis près de deux ans avec le soutien de FranceAgriMer, d'Interfel et du Ctifl. Marque collective, elle vise à éclairer le consommateur dans son acte d'achat. Elle sera celle d'une nouvelle forme de commerce, basée sur la contractualisation avec le producteur, le respect d'une charte d'engagements tout au long de la filière, la garantie de méthodes de production, de la logistique commerciale pour que le produit ne soit pas décevant lorsque le consommateur l'achètera. Cette marque

répondra au cahier des charges établi dans le Rapport d'Orientation 2008 de la FNPF: « Faire savoir le Savoir-faire ».

Enfin, n'oublions pas la venue du ministre de l'Agriculture pour clôturer ce congrès. Il apportera, nous n'en doutons pas, son soutien aux producteurs en difficulté, notamment dans un département fortement concerné par la sharka, maladie de quarantaine qui fait des ravages sur les variétés de fruits à noyau.

*Depuis plusieurs années maintenant, vous plaidez pour une plus grande reconnaissance de la production au sein de la filière. En tant que président de la FNPF, estimez-vous que les conditions sont réunies pour y parvenir ?*

Depuis longtemps les producteurs de fruits réclament une meilleure reconnaissance de leur métier, une meilleure prise en compte de leur action, une juste rémunération de leurs produits. Le moment est sûrement venu. En tout état de cause, le consommateur indique son attachement aux produits frais de saison et de proximité. Qui mieux que les producteurs français pour répondre à leurs attentes? Cependant pour cela, une reconstruction va être nécessaire: celle des liens entre les différents maillons de la filière. Le moment est venu pour reparler de sujets longtemps inabordable comme le juste prix au producteur, la contractualisation, le prix après-vente, les promotions. L'interprofession des fruits et légumes frais est l'outil central pour parler de cela. Il réuni ou réunira bientôt l'ensemble des acteurs de la filière telle que défini dans la nouvelle gouvernance. Une fois en ordre de marche, le chantier, déjà ouvert, doit rapidement aboutir sur du concret!

Du côté de la FNPF, l'Identifiant Fruits arrive à point nommé et s'inscrit dans

cette démarche de valorisation de l'origine française régionale qui ne peut se concevoir que dans un cadre commercial renouvelé, moralisé. De mon côté, en tant que secrétaire général d'Interfel, j'aurai à cœur de porter ce message au sein de la filière et lors de mes déplacements de présentation de l'interprofession en région.

*Face aux défis que la filière doit relever, quelles sont les actions que le Ctifl doit privilégier ?*

Les défis à relever sont forts nombreux mais à cœur vaillant rien d'impossible. En premier lieu, le Ctifl doit poursuivre son accompagnement proactif sur le projet identifiant fruits de la FNPF. Demain de nouvelles questions se poseront sur la mise en avant du produit dans les magasins, les façons de vendre les produits identifiés pour répondre aux demandes en évolution du consommateur. L'expertise du Ctifl sera précieuse. Sur le volet production, le Ctifl est l'outil indispensable pour garantir des travaux nationaux au service de tous. Ces travaux sont menés et doivent se poursuivre pour aider la production à s'adapter tant aux nouveaux enjeux sociétaux, qu'aux attentes professionnelles. Je pense en particulier aux problématiques sanitaires et phytosanitaires. Il s'agit de regagner en compétitivité. Les pistes sont nombreuses: protection, mécanisation, amélioration des conditions de travail, nouvelles interventions dans le traitement des cultures... Il s'agit aussi d'aider à la mise en place des chartes de production intégrée qui permettront, là-encore, de mieux valoriser le travail des producteurs dans l'objectif d'une agriculture durable respectueuse de l'environnement. Enfin, de nombreux chantiers doivent être ouverts sur le volet commercial: mise en avant des rayons, offres de services... ■